

**Jacques Chonchol (1926-2023).**  
**La vie militante d'un ancien directeur de l'IHEAL**

Est-ce la petite musique du révisionnisme historique planant sur les commémorations du 50<sup>e</sup> anniversaire du 11 septembre 1973 qui a eu raison de sa longévité ? Les élucubrations de quelques intellectuels attribuant la responsabilité du coup d'État chilien à la gauche ont-elles fini par le lasser de notre monde ? Jacques Chonchol Chait, ancien ministre de Salvador Allende sous le gouvernement d'Unité populaire (UP), est décédé le 5 octobre 2023, à l'âge de 97 ans, au terme d'une vie d'engagement. Depuis la région de Coquimbo où il était en visite à l'annonce de cette disparition, le président chilien, Gabriel Boric, a décrété un deuil officiel et lui a immédiatement rendu hommage en déclarant : « *Jacques Chonchol fue uno de los principales articuladores de la Reforma Agraria, que le cambió la cara al latifundio chileno, que le cambió la cara a la sociedad chilena, que terminó con el sistema casi feudal que existía en Chile hasta la época y, por lo tanto, desde acá Jacques, mis respetos, mis saludos, me alegra haberte homenajado en vida* »<sup>1</sup>.

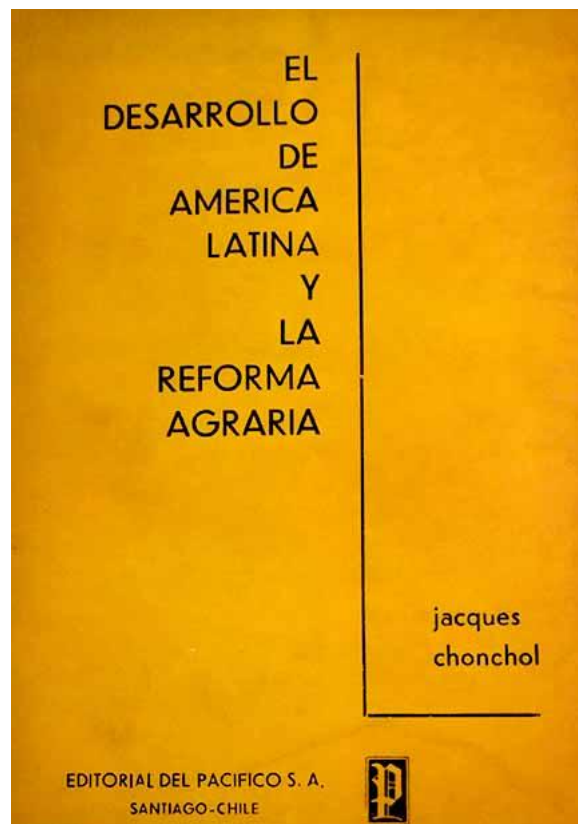
Né en 1926 d'un père français, médecin, qui avait émigré au Chili avant la Première Guerre mondiale, et d'une mère argentine qui s'était installée de l'autre côté de la cordillère des Andes, il grandit dans une famille agnostique, mais se convertit adolescent au catholicisme alors qu'il mène ses études secondaires à l'*Instituto Nacional*. Lecteur précoce de Jacques Maritain (*Humanisme intégral*, 1936) et surtout d'Emmanuel Mounier (*Le personnalisme*, 1950), il entame par la suite un cursus d'agronomie à l'Université du Chili qu'il conclut en soutenant un mémoire intitulé *Perspectiva comunitaria de una reforma de la agricultura chilena*. C'est à cette période, au tournant des années 1940 et 1950, qu'il fait ses premières armes militantes au sein de la *Federación de Estudiantes de la Universidad de Chile* et parmi les réseaux sociaux-chrétiens qui donnent naissance, en 1957, au Parti démocrate-chrétien (PDC). Après avoir complété sa formation en France, où il soutient un doctorat en science politique, puis en Angleterre où il fréquente la *London School of Economics*, un temps tenté par une carrière de viticulteur et d'œnologue, il devient une figure importante de la pensée du développement en Amérique latine, fréquentant des intellectuels aussi divers que le père dominicain Louis-Joseph Lebreton dont les thèses sur l'économie humaine constituent l'une de ses principales références, René Dumont, Charles Bettelheim, Raúl Prebisch ou Celso Furtado.

Spécialiste reconnu de la question agraire, il travaille notamment pour diverses institutions chiliennes (notamment le ministère de l'Agriculture et la *Corporación de Fomento de la Producción*, chargée de la planification et du développement économique), ainsi que pour la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL). Entre 1959 et 1961, il mène une mission de la FAO à Cuba qui lui permet de rencontrer Fidel Castro, Ernesto Guevara ou Regino Boti León, le premier ministre de l'Économie de la révolution. Une fois la démocratie

---

<sup>1</sup> *La Tercera*, 5 octobre 2023 (<https://www.latercera.com/nacional/noticia/presidente-boric-tras-muerte-de-jacques-chonchol-me-alegra-haberte-homenajado-en-vida/G3LML6CG75FP7K5FY3YJDH3PIU/>).

chrétienne parvenue au pouvoir au Chili en 1964, avec l'élection d'Eduardo Frei Montalva, il est nommé vice-président exécutif de l'*Instituto de Desarrollo Agropecuario* (INDAP). Collaborateur assidu de la revue démocrate-chrétienne *Política y Espiritu*, auteur en 1965 de *El desarrollo de América Latina y la reforma agraria* (Santiago, Editorial del Pacífico) et de *El desarrollo de una nueva sociedad en América Latina : hacia un mundo comunitario* (avec Julio Silva Solar, Santiago, Editorial Universitaria), théoricien d'une voie non capitaliste vers le développement qui reposerait sur la propriété communautaire, il s'affirme comme le maître d'œuvre de la loi n°16.640, promulguée le 28 juillet 1967, qui ouvre la voie à une réforme agraire dans un pays où les structures latifundiaires héritées de la période coloniale et du XIX<sup>e</sup> siècle libéral ont généré une paysannerie misérable, parfois presque servile.



En 1969, il rompt toutefois avec le PDC, jugé trop conservateur et trop proche des États-Unis, et fait partie des membres fondateurs du *Movimiento de Acción Popular Unitaria* (MAPU). Le jeune parti, dont il est d'ailleurs un éphémère candidat à l'élection présidentielle, se rallie à la coalition d'Unité populaire victorieuse au scrutin du septembre 1970 qui porte Allende au palais de la Moneda. Faisant partie de cette génération de chrétiens ouverts au dialogue avec le marxisme pour lutter contre la pauvreté et les inégalités, il devient alors ministre de l'Agriculture durant deux années et intensifie le démembrement des grandes propriétés foncières (6,5 millions d'hectares redistribués). Fin 1971, il quitte le MAPU, dont l'ancrage de plus en plus affirmé dans le marxisme-léninisme le heurte, pour rejoindre le parti de la *Izquierda Cristiana* qui soutient jusqu'au bout l'Unité populaire.



Jacques Chonchol (à gauche), ministre de l'Agriculture de l'Unité populaire, 1<sup>er</sup> mai 1971  
(© Armindo Cardoso, Archivo fotográfico de la Biblioteca Nacional de Chile)

Le coup d'État de 1973 le contraint à l'exil et c'est en France, où il entretient des liens forts avec certains universitaires (le géographe Pierre Monbeig, spécialiste du Brésil, qu'il a connu à São Paulo en 1954) et les réseaux chrétiens de la gauche tiersmondiste (notamment au sein du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement), qu'il trouve refuge. En 1975, il devient enseignant à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (IHEAL), qui accueille alors de nombreux exilés parmi ses étudiants dont il est ensuite directeur entre 1982 et 1993 – en tandem avec le sociologue Christian Gros en tant que directeur-adjoint. Il ne ménage pas ses efforts pour affirmer la place et la spécificité de l'IHEAL au sein de l'Université Sorbonne Nouvelle, à une époque où l'Institut fonctionne principalement grâce à des intervenants extérieurs et où la place des sciences humaines et sociales dans une université initialement dédiée aux lettres et aux langues est encore précaire, comme en témoigne cette lettre adressée à la présidence de l'université en 1985 :

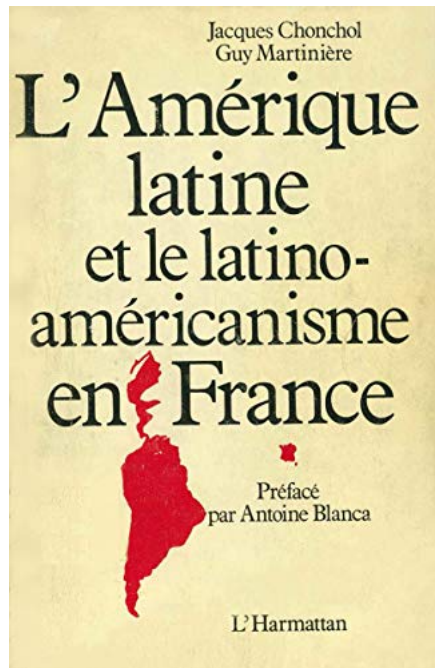
« L'édifice est extrêmement fragile. Il repose sur un enseignement financé pour plus des  $\frac{3}{4}$  sur des heures complémentaires. L'IHEAL ne dispose en effet que de trois enseignants

permanents (un de rang A, deux de rang B) et de trois enseignants associés. Des disciplines comme les sciences politiques, l'ethnologie et l'ethnohistoire, l'économie, sont entièrement tributaires du budget en heures complémentaires. Ainsi toute perte d'une heure complémentaire se traduit pour l'IHEAL par la perte immédiate d'un enseignement et d'une matière. Elle peut provoquer le départ d'un directeur de recherche habilité à diriger des thèses de doctorat, la mise en difficulté de nombreux étudiants engagés dans la rédaction d'une thèse et l'abandon d'une filière. Elle porte atteinte à l'Institut, à ses commissions, et à son Conseil. Elle affaiblit la fonction de rassemblement que joue l'Institut pour des spécialistes, des enseignants et chercheurs travaillant dans le domaine des sciences sociales sur l'Amérique latine. (...) En conclusion, le calcul des heures complémentaires nécessaires à l'IHEAL doit se baser sur des critères d'évaluation qualitative, tenant compte de la spécificité de l'Institut, de la multiplicité de ses fonctions et du caractère unique revêtu par son enseignement. La moyenne des heures complémentaires attribuées à l'IHEAL depuis 1979 donne le niveau minimal de ses besoins, soit 500 heures annuelles. Le passage de 488 heures reçues pour 1982-1983 à 216 heures comme il nous est proposé à l'heure actuelle, signifie purement et simplement la débauche de nombreux chargés de cours dont plusieurs directeurs de thèses, et la paralysie immédiate de notre institution !<sup>2</sup> ».

Directeur de [27 thèses de doctorat](#) au sein du Centre de recherche et de documentation de l'Amérique latine (l'ancêtre de l'actuel CREDA UMR 7227), c'est aussi durant ces deux décennies d'exil qu'il signe plusieurs ouvrages importants, parmi lesquels *Chili : de l'échec à l'espoir* (avec Thérèse Nallet, Paris, Éditions du Cerf, 1977) sur l'expérience de l'Unité populaire, [L'Amérique latine et le latino-américanisme en France](#) (avec Guy Martinière, Paris, L'Harmattan / Editions de l'IHEAL, 1985), *Paysans à venir : les sociétés rurales du Tiers Monde* (Paris, La Découverte, 1986), *Le défi alimentaire : la faim dans le monde* (Paris, Larousse, 1987) ou encore [Systèmes agraires en Amérique latine : des agriculteurs préhispaniques à la modernisation conservatrice](#) (Paris, Éditions de l'IHEAL, 1995). Ses réseaux politiques parmi les socialistes français (notamment son amitié avec Henri Nallet) et son expertise le conduisent également à devenir membre de la commission au plan après la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle de mai 1981, sous l'autorité directe de Michel Rocard qui est ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire jusqu'en mars 1983.

---

<sup>2</sup> Lettre de Jacques Chonchol à Henri Behar, président de l'Université Sorbonne Nouvelle, 12 septembre 1985 (archives de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine).



Rentré en Chili en 1994 après le retour de la démocratie, il continue à écrire, depuis son ancrage institutionnel à l'Université ARCIS où il dirige le doctorat d'étude des sociétés latino-américaines, sur la question agraire et les inégalités qui minent son pays natal, la question de la terre en territoire mapuche ou les conséquences funestes de la privatisation de la gestion de l'eau, tout en se montrant très critique vis-à-vis d'une démocratie chrétienne dont il juge qu'elle a vendu son âme au néolibéralisme. Si la publication en 2016 d'un livre d'entretiens, sous le titre *Jacques Chonchol. Un cristiano revolucionario en la política chilena del siglo XX* (Santiago, Ediciones Universidad Finis Terrae), a valeur de testament intellectuel, il n'en écrit pas moins un dernier ouvrage de première importance en 2018, *Para una nueva reforma agraria en Chile* (Santiago, LOM Ediciones), où il propose un nouveau programme de transformation des campagnes chiliennes au XXI<sup>e</sup> siècle, susceptible d'assurer la sécurité alimentaire du Chili et de protéger la petite paysannerie face à l'agrobusiness.



Jacques Chonchol dans l'amphithéâtre de l'IHEAL, 27 rue Saint Guillaume, 17 septembre 2013  
(© Droits réservés)

Humble et chaleureux, drôle et bienveillant, Jacques Chonchol ne rechignait jamais à une conversation improvisée sur sa trajectoire militante, sur les transformations de la société chilienne ou sur le monde tel qu'il allait. En 2013, il avait été – aux côtés d'Alain Touraine et d'Armand Mattelart – l'un des grands témoins ayant raconté leur 11 septembre 1973 dans le cadre d'un colloque coorganisé par l'IHEAL, Sciences Po et l'Université de Saint-Quentin-en-Yvelines. On réécouterà donc une dernière fois [sa voix résonnant dans l'amphithéâtre de la rue Saint-Guillaume](#) et, à la même occasion, sur les ondes de Radio France Internationale dans l'émission *La marche du monde* ([épisode 1](#) et [épisode 2](#)).

Paris, le 7 octobre 2023

Olivier Compagnon  
Université Sorbonne Nouvelle (IHEAL) / CREDA UMR 7227  
Institut Universitaire de France